

ROSA Newsletter

Points de vue sur l'actualité

Les négociations sur les changements climatiques à Durban : Les faibles résultats pour l'agriculture

Le dernier cycle de négociations sur les changements climatiques s'est conclu en décembre dernier, à Durban. Largement discutée au cours des deux semaines de négociations, l'agriculture fait partie d'une décision de la COP pour la première fois. Simon Mwamba, Coordinateur national du Forum des producteurs d'Afrique de l'Est et Australe (ESAFF) en Zambie a participé à cette conférence. Dans cette interview, il partage son point de vue sur le faible résultat de Durban. Il présente les actions et la vision qui devraient être encouragées afin de préserver la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des communautés rurales dans un climat changeant.

Pensez-vous que la COP17 a été un succès à l'égard de l'agriculture et la sécurité alimentaire ? Pourquoi ?

L'ESAFF estime que la COP17 a été un échec en ce qui concerne l'agriculture. Bien sûr, nous sommes heureux qu'elle ait finalement été incluse dans une décision de la COP. Toutefois, la décision sur l'agriculture est très courte et laisse beaucoup de points en suspens. Elle laisse aussi place à l'interprétation et la promotion de fausses solutions.

De nombreux groupes de la société civile craignent que la vision de l'agriculture en Afrique telle que débattue à Durban mène à des accaparements de terres et à l'accroissement de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire des paysans, tout en continuant d'aggraver la crise climatique. Nous craignons que les marchés du carbone – une solution mise en avant par certaines organisations pour promouvoir l'agriculture « intelligente face au climat » – ne bénéficient pas aux petits agriculteurs¹. Les marchés du carbone permettent la compensation des émissions de gaz à effet de serre, qui permet aux pays industrialisés de continuer à émettre alors qu'ils devraient réduire considérablement leurs émissions. En outre, les marchés du carbone pourraient ouvrir la porte à la course au contrôle des terres pour générer des crédits carbone pourrait accentuer les pratiques actuelles d'accaparements de terres en Afrique.

Que pensez-vous des discussions en cours sur l'agriculture « intelligente face au climat » ?

L'agriculture intelligente face au climat est parfois présentée comme synonyme de l'agriculture durable. Mais le terme est si vaste que nous craignons qu'il ne soit qu'une façade pour la promotion de l'agriculture industrielle et de la « Révolution verte », qui selon nous piègent les agriculteurs dans les cercles vicieux de la dette et de la pauvreté. Nous nous interrogeons en outre sur les motivations des grandes sociétés impliquées dans ces discussions. Les difficultés de l'agriculture africaine résident notamment dans le fait que les producteurs n'ont pas suffisamment accès aux semences et que leurs sols sont pauvres. Par conséquent, ces sociétés tentent de promouvoir leurs engrais et leurs semences. Ce n'est pas la bonne approche pour promouvoir l'agriculture durable en Afrique. De telles pratiques risquent de rendre les petits agriculteurs dépendants de l'agrochimie, tout en érodant la diversité des semences, dont l'Afrique a besoin pour renforcer sa résilience au changement climatique et pour sa sécurité alimentaire.

ESAFF estime que l'agriculture intelligente face au climat devrait s'appuyer sur des pratiques agro-écologiques. Ce sont des pratiques respectueuses de l'environnement et du climat, qui laissent les agriculteurs maîtres de leurs ressources et permettent de moins recourir aux intrants. En Zambie, par exemple, il y a de nombreux exemples de ces pratiques. Les agriculteurs utilisent l'engrais vert ou animal pour fertiliser leurs sols, ou l'agroforesterie pour lutter contre les parasites. Comment pouvons-nous promouvoir et diffuser ces pratiques ?

EuropeAid**Le ROSA est une initiative de :****COMMISSION
EUROPEENNE****ROSA Newsletter N° 33****FR**

¹ Voir le communiqué de presse en anglais :
<http://nosoilcarbonmarkets.wordpress.com/>

Dans mon pays, nous mettons en place des formations pratiques au sein des communautés pour qu'elles puissent en voir les résultats. Nous enseignons aussi aux agriculteurs formés comment former leurs pairs à leur tour.

Soutenez-vous la proposition de lancer un programme de travail sur l'agriculture?

Le lancement d'un programme de travail sur l'agriculture a été largement discuté à Durban, même si aucun programme de travail officiel n'a été adopté dans les dernières heures de la conférence. Nous étions préoccupés par les orientations proposées pour ce programme de travail. Elles étaient d'abord axées sur l'atténuation des émissions de l'agriculture tandis que l'adaptation au changement climatique est le problème le plus important et le plus urgent pour les petits agriculteurs. Par ailleurs, la plupart des discussions sur ce programme de travail éventuel ont eu lieu sans la participation des organisations de petits producteurs.

Nous demandons donc un programme de travail de l'agriculture qui soit élaboré avec la participation des petits agriculteurs, qui reconnaisse les besoins d'adaptation et cherche à y répondre.

La participation des organisations paysannes est-elle suffisante dans les négociations climatiques? Si non, comment la promouvoir?

Il faudrait accroître la participation des producteurs agricoles – notamment les petits paysans – aux négociations sur le climat. Cette participation devrait d'abord être accrue au niveau national. En outre, les

organisations paysannes devraient faire partie des délégations des pays lors des conférences sur le climat. Certaines personnes disent qu'elles ne sont pas suffisamment au fait des enjeux climatiques. C'est en fait tout le contraire : ce sont les paysans qui font face aux impacts du changement climatique et ils savent proposer des solutions. Les paysans devraient également mieux s'organiser dans les négociations internationales. La création d'une plateforme commune pour mieux faire entendre leur voix serait intéressante. L'an prochain, nous pourrions également organiser une Journée des paysans, où ils pourraient se réunir et échanger.

Comment la sécurité alimentaire est-elle abordée dans les négociations climatiques ?

Il y a une lacune majeure dans les négociations : la sécurité alimentaire et la nutrition ne reçoivent pas suffisamment d'attention, alors qu'elles vont être menacées par le changement climatique. Selon nous, la meilleure façon de combler cette lacune est de concevoir le problème selon l'approche par les droits, en faisant allusion au droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire. A Durban, les groupes de la société civile et de paysans africains ont lancé un « réseau des organisations africaines », appelé l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA). Nous avons également publié un rapport soulignant que la souveraineté alimentaire peut refroidir la planète, tout en garantissant l'alimentation du monde et la régénération des écosystèmes.

Agenda

Evénements passés

- **17e Conférence des Parties à la Convention des Nations unies sur le changement climatique** (Durban, 28 novembre – 11 décembre 2011) : Le principal résultat de Durban est le lancement d'un nouveau groupe de travail, la "Plateforme de Durban", qui doit permettre de parvenir à un accord englobant tous les pays. Mais pour l'instant, on ne sait si cet accord sera "juridiquement contraignant". Les pays se sont également accordés sur le principe d'une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto. La définition de règles et modalités précises pour cette dernière période ne seront décidées que l'année prochaine.

En ce qui concerne l'agriculture, celle-ci fait son entrée dans une décision sous la Convention climat. C'est une avancée non négligeable, qui était très attendue par de nombreux pays et observateurs.

[>>>](#)

- **La Journée « Agriculture et développement rural » à la COP17** (Durban, 3 décembre 2011) : Un groupe de 17 organisations agricoles a accueilli la Journée Agriculture et Développement Rural qui s'est tenue en parallèle de la COP17. Environ 600 experts agricoles - des décideurs et des négociateurs, des journalistes, des producteurs, des représentants d'ONG et des scientifiques - ont discuté des objectifs et des modalités pour permettre une augmentation de la production agricole tout en appuyant les mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Ils se sont mobilisés pour faire entrer l'agriculture dans un accord sur le climat. [>>>](#)
- **Atelier parallèle à la COP17 "Changement climatique et nutrition : Créer le lien pour accroître la résilience des moyens d'existence, la santé et le renforcement du rôle des femmes"** (Durban, 4 décembre 2011) : En marge de la conférence des Nations unies sur le changement climatique s'est

déroulé un atelier sur la place de la nutrition dans les négociations climatiques. Cet événement était co-organisé par le *Public Health Institute*, le Programme alimentaire mondial, le Comité permanent des Nations unies sur la nutrition et l'ONG Action contre la faim (ACF). >>>

- **Atelier sur le renforcement de la résilience : faire le lien entre sécurité alimentaire, adaptation au changement climatique et réduction des risques de catastrophes** (Rome, 9-10 novembre 2011) : Cet atelier était organisé par le PAM dans le cadre du « Centre des connaissances sur la sécurité alimentaire, le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe ». Les participants se sont d'abord accordés sur une définition commune de la « résilience ». Différents « parcours de résilience » ont ensuite été analysés à travers la présentation de dix études de cas. A partir de ces études de cas, des leçons à tirer et des défis - tant au niveau opérationnel que politique - ont été identifiés. Cela a conduit à l'identification et la priorisation d'un ensemble de recommandations afin de renforcer la résilience à travers les projets et programmes du PAM. >>>

Evénements à venir

- **17 janvier 2012** : InfoPoint « Le guide pratique pour les procédures de contractualisation des actions extérieures de l'UE – Bruxelles (Belgique) >>>
- **17-19 janvier** : Colloque scientifique international sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle – Rome (Italie) >>>
- **22 février** : Conférence de la société européenne pour l'alimentation : « Une meilleure agriculture pour un approvisionnement alimentaire durable de l'Union européenne » – Brussels
- **22 février** : Briefings de Bruxelles CTA « Nouveaux défis et opportunités pour le pastoralisme dans les pays ACP », Bruxelles >>>
- **5-9 mars** : Négociations sur les Directives volontaires de la FAO sur la gouvernance durables du foncier et des autres ressources – Rome (Italie)
- **26-29 mars** : Réconcilier la sécurité alimentaire, la biodiversité et les services éco systémiques des paysages agricoles – Londres (GB)

Pour plus d'informations : [Evénements à venir](#)

Nouvelles de la Commission

- **Un cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020** : (7 décembre 2011) : La Commission Européenne a adopté des propositions budgétaires pour ses instruments extérieurs, qui seront applicables durant la période 2014-2020. L'ensemble de mesures appuieront les pays en développement ainsi que les pays de la politique européenne du voisinage et ceux qui se préparent à adhérer à l'UE. Les propositions juridiques du nouveau cadre incluent : une communication conjointe au Parlement européen et au Conseil intitulée « L'Europe dans le monde » et les propositions législatives relatives aux neuf instruments géographiques et thématiques accompagnées d'un règlement d'application commun.
- **Journées Européennes du Développement** (Varsovie, 15-16 décembre 2011) : Le thème central des JED de 2011 a été le lien entre développement et démocratie, avec un focus particulier sur les thèmes de la bonne gouvernance et les droits humains. Ces journées ont également été l'occasion de débattre de la nouvelle approche de la CE en matière de coopération au développement, le « Programme pour le changement », un engagement visant à améliorer en privilégiant les pays pauvres et les secteurs qui en ont le plus besoin. >>>
- **Participation à la gouvernance en faveur de la sécurité alimentaire** : Un appel à propositions a été lancé en novembre 2011. Cette action vise à inciter les principales parties prenantes, issues de certains des groupes les plus vulnérables, à participer davantage à la gouvernance dans le domaine de la sécurité alimentaire, favorisant ainsi une approche « ascendante » qui contribuera à réduire les risques de marginalisation sociale, politique et économique de ces groupes. Les réseaux d'organisations d'agriculteurs, de pasteurs et de pêcheurs, tant existants que nouveaux, seront appuyés aux niveaux plurinational, (sous-) continental et mondial. La date limite de soumission des notes succinctes est le 7 février à 16 :00 (date et heure de Bruxelles) >>>

Actualités du réseau

Nouvelles ressources en ligne

➤ Transferts sociaux

Tirer des enseignements de l'influence politique du Programme régional de lutte contre la malnutrition et la vulnérabilité (RHVP), Overseas Development Institute, RHVP - Septembre 2011

Rapport en anglais. S'appuyant sur la méthodologie d'évaluation des résultats "Rapid", il examine l'influence du Programme régional de lutte contre la faim et la Vulnérabilité (RHVP) sur la politique en Afrique australe, ainsi que les leçons apprises à partir de ces expériences. La méthodologie de l'étude a consisté à évaluer d'abord les changements observés parmi six groupes d'acteurs clés sur toute la durée du programme. En deuxième lieu, l'étude a analysé les causes et les influences à l'origine de ces changements. Troisièmement, les auteurs ont cherché à tirer des enseignements pour de futurs programmes semblables au RHVP, ainsi que pour DFID. >>>

Repenser les transferts monétaires pour améliorer la santé maternelle : Bonnes pratiques issues de pays en développement, Overseas Development Institute - Novembre 2011

Note en anglais. Cette note de synthèse passe en revue plusieurs expériences de transferts monétaires conditionnels (TMC) pour améliorer la santé maternelle. Cela n'a pas seulement trait aux soins pendant la grossesse et lors de la naissance de l'enfant, mais aussi à l'accès au planning familial et à des services de santé équitables. Cette note compare les TMC à d'autres approches pour améliorer la santé maternelle dans les pays en développement. Selon les contextes, ils constituent une approche à forte valeur ajoutée pour répondre aux besoins maternels. >>>

Les transferts monétaires pour la santé maternelle : Risques et opportunités lors de l'élaboration de projets dans des contextes de pauvreté, Overseas Development Institute - Décembre 2011

Note en anglais. Cette note de projet résume les principaux éléments à prendre en compte lorsqu'on élabore un projet de transfert monétaire qui vise à améliorer la santé maternelle dans un contexte de pauvreté. >>>

➤ Spécial « changement climatique et sécurité alimentaire »

Rapport spécial sur la gestion des risques d'événements extrêmes et de catastrophes pour faciliter l'adaptation au changement climatique, GIEC - Novembre 2011

Ce rapport est en anglais. Ce rapport spécial du Giec (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) est un résumé à l'attention des décideurs d'un rapport plus étoffé qui sortira en février 2012. Il intègre, pour la première fois, l'expertise de la science du climat, de la gestion des risques de catastrophe et de l'adaptation au changement climatique, dans le but de réduire et de mieux gérer les risques liés aux événements extrêmes et aux catastrophes. Le rapport évalue également le rôle du changement climatique dans la modification des événements extrêmes. Il analyse les données à partir des dossiers d'observation de l'évolution des aléas climatiques extrêmes et des pertes liées aux catastrophes. Il étudie également les expériences passées en se basant sur éventail d'approches utilisées par les institutions, les organisations et les communautés afin de réduire l'exposition et la vulnérabilité et d'améliorer la résilience aux aléas climatiques extrêmes. >>>

L'agriculture intelligente face au climat : Politiques publiques, pratiques et financement pour la sécurité alimentaire, l'adaptation et l'atténuation, FAO - Novembre 2010

Document en anglais. Ce document a été publié pour la Conférence mondiale sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le changement climatique, qui s'est tenue à La Haye, Pays-Bas (2010). Ce document examine certains des principaux aspects techniques, institutionnels, et politiques, ainsi que les réponses financières nécessaires pour réaliser la transformation de l'agriculture « intelligente face au climat » (« climate-smart agriculture » en anglais). S'appuyant sur des études de cas de terrain, le document présente un éventail de pratiques, approches et outils visant à accroître la résilience et la productivité des systèmes de production agricole, tout en réduisant et en éliminant les émissions. La deuxième partie du document passe en revue les options institutionnelles et politiques disponibles pour promouvoir la transition vers une agriculture intelligente face au climat, au niveau des petites exploitations. >>>

➤ Autres thématiques

La cohérence des politiques pour le développement rural et agricole, Global Donor Platform for Rural Development - 2011

Rapport en anglais. La Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural a commandité trois études pour recenser les savoirs des bailleurs de fonds sur les problématiques centrales qui entravent l'efficacité de l'aide au développement agricole et rural. Cette étude en fait partie. Elle retrace les progrès réalisés en matière d'amélioration de la cohérence entre les politiques agricoles et de développement rural. Elle cherche à savoir si l'intérêt croissant pour les prix alimentaires, la sécurité alimentaire, la rareté des ressources en eau, l'énergie et le changement climatique a donné lieu à l'émergence d'un agenda mondial, rendant la cohérence des politiques plus difficile à atteindre. >>>

L'aide au développement pour l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire, Plate-forme mondiale des donateurs pour développement rural - 2011

Etude en anglais. Cette étude analyse les méthodes de mesure et les procédures de suivi de l'aide au développement actuellement. Elle démontre la nécessité d'améliorer la transparence et la responsabilisation de l'aide à l'agriculture, au développement rural et à la sécurité alimentaire. Ce document est le résultat de l'analyse de pratiques de donateurs, de pratiques au niveau des pays, ainsi que d'études théoriques sur des donateurs du FIDA, des donateurs non membres du CAD (Comité d'aide au développement), et des fondations privées. >>>

➤ Lens externes

Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Draft n°1, FAO, FSN - à paraître prochainement

Un résumé des résultats de la consultation sur le document martyr du cadre stratégique mondial a été présenté lors de la 37^{ème} session du CSA en Octobre 2011. Celle-ci a contribué à la préparation de la première ébauche du GSF, qui sera publié très prochainement et soumis à nouveau pour consultation. Le Cadre stratégique mondial sera discuté lors de la 38^{ème} session du CSA en Octobre 2012. Visiter le [FSN Forum](http://fsn-forum.org) ou contacter l'équipe au fsn-moderator@fao.org pour plus de détails. >>>

Bulletin de synthèse n°3, « Volatilité des prix alimentaires : la guerre des analyses », Inter-réseaux, novembre 2011

Face à une multitude d'écrits, de positionnements et de négociations sur l'épineuse question de la volatilité des prix alimentaires, ce bulletin de synthèse cherche à faire le point sur les débats qui ont marqué l'actualité cette année et d'ouvrir les réflexions sur l'impact de la hausse des prix en Afrique, notamment pour les producteurs.

Pour accéder au bulletin : <http://www.inter-reseaux.org/bulletin-de-veille/article/bulletin-de-synthese-s-a-no3>

Newsletter de Capacity4dev.eu, EuropeAid, DG Coopération au Développement, November 2011

Ce numéro de la newsletter mensuelle de Capacity4dev.eu est dédié au Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui a eu lieu récemment à Busan, en Corée du Sud. Il présente également divers projets, événements et intervenants d'EuropeAid.

<http://newsletter.capacity4dev.eu/>

Bulletin hebdomadaire sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de PRESENCA et PRESISAN

PRESENCA est le programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle d'Amérique Centrale et PRESISAN, le Programme régional de systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ils mettent à disposition du public leurs bulletins d'information hebdomadaire. Lire les bulletins (**en espagnol**) :

http://www.sica.int/busqueda/busqueda_basica.aspx?IdCat=50&IdMod=3&IdEnt=915&Idm=1&IdmStyle=1

Activités du réseau

➤ Un forum de discussion sur les négociations climatiques à Durban :

Ouvert aux discussions sur la prise en compte du secteur agricole et de la sécurité alimentaire dans les négociations internationales sur le changement climatique, en particulier sur les résultats de la COP 17 à Durban. Si vous souhaitez y contribuer, rendez-vous à l'espace Forum > Forums publics > Conférence de Durban.

Ce bulletin a été rédigé par l'équipe du Gret chargée de l'animation du ROSA.

Le réseau est une initiative de l'Office de Coopération EuropeAid.

Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.